

Document

Grèce: démission de deux députés socialistes, réunion d'urgence des parlementaires du PASOK

(Associated Press)

Le 16 juin 2011

Le parti socialiste au pouvoir en Grèce a convoqué jeudi ses députés pour une réunion d'urgence, après une fronde au sein de ses propres rangs menaçant de faire dérailler les efforts du gouvernement destinés à obtenir l'adoption d'un nouveau train de mesures d'austérité.

La réunion, prévue jeudi après-midi, retardera probablement le remaniement gouvernemental prévu par le Premier ministre Georges Papandréou.

Entre les pressions des créanciers internationaux et la colère de l'opinion publique, le chef du gouvernement grec a annoncé mercredi qu'il remanierait son gouvernement et demanderait la confiance du Parlement après l'échec de discussions avec l'opposition conservatrice pour former un gouvernement de coalition.

Ces entretiens visaient à assurer un soutien plus large en faveur d'un nouveau plan de rigueur destiné à régler la grave crise de la dette qui frappe le pays.

Les investisseurs s'inquiètent qu'un défaut sur la dette souveraine en Grèce nuise à des banques à l'étranger et déclenche une réaction en chaîne catastrophique sur le plan financier.

L'annonce de la réunion d'urgence est intervenue après les démissions successives de deux députés grecs et anciens ministres du parti socialiste, Georges Floridis et Hector Nasiokas.

Agé de 55 ans, M. Floridis avait violemment contesté la lenteur du rythme des réformes en Grèce. Si certains prédisaient son arrivée dans le nouveau gouvernement, il a décidé de rejoindre les rangs des sceptiques. La démission de cet ancien ministre de l'Ordre public et celle d'Hector Nasiokas, 59 ans, ex-ministre délégué à la Santé, n'affectent cependant pas la majorité du gouvernement au Parlement, dans la mesure où les sièges qu'ils occupaient iront à d'autres membres du PASOK.

Les discussions inattendues sur la formation d'une coalition entre le gouvernement et ses rivaux conservateurs ont échoué mercredi, sur fond de grève générale et de manifestations émaillées de violents incidents, en dépit des pressions exercées depuis des semaines par l'Union européenne afin que les deux camps parviennent à un consensus sur les réductions de dépenses.

"Malheureusement, les dirigeants des deux principaux partis politiques ont une nouvelle fois échoué" à se porter à hauteur des "circonstances nationales", écrit Georges Floridis dans sa lettre de démission. En tant que ministre de l'Ordre public et secrétaire d'Etat aux Finances, il avait joué un rôle clef dans la préparation des Jeux olympiques d'été en 2004 à Athènes.